

Brochure n° 3608

Convention collective nationale
IDCC : 7004. – COOPÉRATIVES AGRICOLES LAITIÈRES

ACCORD DU 30 SEPTEMBRE 2015
RELATIF À LA RÉMUNÉRATION DES CONTRATS DE PROFESSIONNALISATION
NOR : AGRS1697025M
IDCC : 7004

Entre :
La FNCL,
D'une part, et
La CFTC-Agri ;
La FGA CFDT ;
La FGTA FO ;
Le SNCOA CFE-CGC,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération des salariés en contrat de professionnalisation

Sauf dispositions plus favorables, les salariés en contrat de professionnalisation dans une entreprise du champ de la convention collective nationale des coopératives laitières agricoles perçoivent une rémunération qui ne peut être inférieure aux références suivantes :

Salariés âgés de moins de 26 ans

Pendant la première moitié du contrat, s'agissant d'un CDD, ou de l'action professionnalisante, s'agissant d'un CDI :

- pour les bénéficiaires, dont la qualification est inférieure au bac professionnel ou sans titre, ni diplôme professionnel de même niveau :
 - 60 % du Smic pour les moins de 21 ans ;
 - 75 % du Smic pour ceux âgés de 21 à 25 ans.
- pour les bénéficiaires, dont la qualification est égale ou supérieure au bac professionnel ou à un titre ou diplôme de même niveau :
 - 70 % du Smic pour les moins de 21 ans ;
 - 85 % du Smic pour ceux âgés de 21 à 25 ans.

Pendant la seconde moitié du contrat, s'agissant d'un CDD, ou de l'action professionnalisante, s'agissant d'un CDI : 80 % de la rémunération minimale prévue, pour le poste effectivement occupé

pendant cette professionnalisation, par les dispositions de la convention ou de l'accord collectif de branche, sous réserve que celle-ci soit au moins égale à 85 % du Smic.

Salariés âgés de 26 ans et plus

90 % de la rémunération minimale prévue, pour le poste effectivement occupé pendant la professionnalisation, par les dispositions de la convention ou de l'accord collectif de branche, sous réserve que celle-ci soit au moins égale au Smic.

Salariés âgés de 45 ans et plus

100 % de la rémunération minimale prévue, pour le poste effectivement occupé pendant la professionnalisation, par les dispositions de la convention ou de l'accord collectif de branche, sous réserve que celle-ci soit au moins égale au Smic.

Article 2

Demande d'extension. – Dépôt

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord. Il sera déposé au service conventions et accords collectifs de l'unité territoriale de Paris de la DIRECCTE Ile-de-France.

Article 3

Entrée en vigueur

Les dispositions du présent accord entreront en vigueur à compter de sa signature, pour les nouveaux contrats.

Fait à Paris, le 30 septembre 2015.

(Suivent les signatures.)